

actuel de la nation. D'abord, le gouvernement a des ennuis. La Trudeauomanie de 1968 a disparu et les Trudeauomaniaques, devenus plus sages, font face aux dures réalités de 1970. Le taux de chômage bat tous les records; il est plus élevé que pendant la crise des années 30 et va en augmentant contrairement à la tendance normale en avril et en mai. La majorité de nos étudiants ne savent où s'adresser pour trouver du travail. Les mises en chantier fléchissent lamentablement. L'agriculture de l'Ouest est volontairement étranglée et ridiculisée par les mesures législatives du gouvernement, notamment la fameuse réglementation des jachères d'été.

A la page 7 du numéro d'aujourd'hui du *Journal d'Ottawa* on peut lire ce titre: *Prairie farmers «just plain mad»*. Si le gouvernement fait à sa guise, on verra cet été dans les Prairies plus de désolation que de verdure et il en résultera plus de chômage parmi les agriculteurs. En outre, le gouvernement laisse l'injuste concurrence étrangère remplacer et même, en certains cas, ruiner nos propres industries secondaires établies, notamment celle du textile et des fibres synthétiques et celle de l'électronique.

Cette année, les contribuables, en retour de leur dollar d'impôt, obtiennent la valeur la plus faible de l'histoire de notre pays. L'incompétence, la maladresse et l'erreur condamnable se retrouvent en abondance dans le gouvernement Trudeau et dans la fonction publique et le gouvernement littéralement gaspille plus d'argent qu'on n'en a jamais gaspillé. Le moral du pays est à un niveau plus bas que jamais, malgré la prétendue démocratie de participation que pratiquent le premier ministre (M. Trudeau) et son gouvernement.

En même temps, les masses sont menacées par un infâme Livre blanc sur la fiscalité qui promet de nouveaux et plus lourds impôts aux agriculteurs, aux salariés et aux petites entreprises. C'est de nature à saper chez les individus et l'entreprise privée l'émulation qui est le moteur de la prospérité et de la solvabilité.

Puis-je citer de nouveau le *Journal d'Ottawa* d'aujourd'hui? On peut y lire en gros titre que les manufacturiers attaquent le Livre blanc et qu'ils taxent les propositions fiscales d'expérience malavisée. Le *Journal* cite ensuite l'extrait suivant d'un mémoire présenté au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques:

Dans le document intitulé «The Outcome of Income», l'Association en trouvait inquiétante la philosophie sous-jacente qui considère comme naturellement souhaitable de soutirer davantage d'épargnes au particulier pour les confier au gouvernement.

Le gouvernement a présenté le bill C-197 à la Chambre, bill dont l'effet sera de placer l'agriculteur et le propriétaire foncier, surtout le petit cultivateur, dans une camisole de force. Si ce bill est adopté sans la modification préalable de ses dispositions nuisibles et dictatoriales, le moment viendra où le petit cultivateur devra obtenir un permis pour ensemer un champ de 5 arpents. S'il s'avise de semer un produit déterminé sans la permission du premier ministre, sa récolte ne lui sera d'aucune utilité, car il ne sera pas autorisé à la vendre. Ce n'est là qu'un des résultats que, selon mes prédictions, l'adoption du bill et des pouvoirs tyranniques qui y sont prévus pourrait donner.

Pendant plus d'un siècle, les agriculteurs de notre pays ont vécu et travaillé dans un milieu où fonctionnait le régime de la libre entreprise sous sa meilleure forme. Il fut un temps où les populations rurales étaient plus nombreuses que les populations urbaines. On a dit des agriculteurs qu'ils formaient le rempart de notre société en évolution et on les a longtemps considérés comme la structure de base et le fondement de nos régimes social et politique.

On s'oriente de plus en plus vers l'urbanisation de nos jours et des millions de gens qui autrefois vivaient à la ferme s'entassaient maintenant dans les grandes agglomérations. A vrai dire, la population est si dense et si compacte dans les centres urbains qu'il a fallu trouver un nouveau mot pour décrire le phénomène, la mégalopolis.

Mais en dépit de cette tendance soutenue, on trouve encore quelque 430,000 fermes au pays et il y en aurait davantage si les petits cultivateurs pouvaient vivre de la terre et en tirer un profit raisonnable. C'est là que se situe le problème. C'est le fond du problème agricole.

J'ai constaté dans mes voyages en Ontario que le petit agriculteur et ses produits sont exploités depuis longtemps. J'avais cité un bon exemple il y a quatre ans, après être allé dans beaucoup de grands restaurants le long de l'autoroute Macdonald-Cartier. Ils réclamaient 15c pour un verre de lait de sept onces et demi. Cela représente \$32 les cent livres, ou six fois plus que ce que le cultivateur reçoit pour le lait nature et 10 à 12 fois de plus que le prix obtenu par les fabricants d'autres sortes de lait, le lait industriel, par exemple, d'à peu près la même qualité.

Je ne blâme pas le ministre ou le gouvernement de ce genre d'exploitation. J'en parle juste pour montrer comment le fermier et son produit sont exploités. Il est certain que \$32 les cent livres de lait représentent un bon